

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

MINISTERE DU BUDGET
ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES



UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL

EXECUTION DU BUDGET A FIN DECEMBRE 2020

COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES RELATIVE A L'EXECUTION DU BUDGET A FIN DECEMBRE 2020

15 FEVRIER 2021

La présente Communication vise à faire le bilan de l'exécution du budget de l'Etat à fin décembre 2020, à travers l'analyse de la mobilisation des ressources et de l'exécution des dépenses.

I- MOBILISATION DES RESSOURCES

Les ressources mobilisées à fin décembre 2020 s'élèvent à **7.305,2 milliards de FCFA** pour une prévision révisée de **7.228 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de 101,1%. En effet, pour tenir compte de l'impact du ralentissement des activités économiques dû aux effets de la Covid-19, ainsi que des mesures d'allègement fiscal du plan de soutien économique, social et humanitaire, les objectifs de recettes ont été révisés à la baisse en septembre 2020 à la suite de la mission d'évaluation du programme économique et financier par le FMI.

Ces réalisations comprennent **4.093,7 milliards de FCFA de recettes budgétaires** (recettes fiscales, recettes non fiscales et dons) et **3.211,4 milliards de FCFA de ressources de trésorerie** (privatisations et vente d'actifs, remboursements par les entreprises publiques des prêts rétrocédés, emprunts sur les marchés des capitaux, emprunts-programmes et emprunts-projets).

Les recettes fiscales ont été recouvrées à hauteur de **3.772,4 milliards de FCFA** à fin décembre 2020, avec un écart positif de 155,3 milliards de FCFA par rapport à l'objectif révisé de 3.617,1 milliards de FCFA. Ce résultat est principalement lié aux performances enregistrées dans le recouvrement des impôts et taxes ci-après :

- **l'impôt BIC hors pétrole** a été collecté à hauteur de **372,1 milliards de FCFA** contre 305,5 milliards de FCFA prévus, soit un écart positif de 66,6 milliards de FCFA. Ce résultat est lié, d'une part, aux paiements effectifs de cet impôt par l'ensemble des entreprises assujetties, en dépit de l'impact de la Covid-19 et, d'autre part, aux retenues à la source opérées au titre du Bénéfice Non Commercial (BNC) concernant notamment les paiements des redevances de marque et des frais d'interconnexion effectués par les entreprises du secteur des télécommunications ;
- **les taxes sur produits pétroliers** ont été recouvrées à hauteur de **519,1 milliards de FCFA**, contre une prévision de 464 milliards de FCFA, soit un écart positif de 55,1 milliards de FCFA. Cette performance résulte, d'une part, de l'évolution favorable de la taxation (243,8 Fcfa/litre et 240,1 Fcfa/litre en réalisation contre des objectifs de 214,5 Fcfa/litre et 220,7 Fcfa/litre respectivement pour le gasoil et le super carburant) et, d'autre part, d'un niveau plus élevé que prévu des volumes mis à la consommation (1 079,7 millions et 1 079,2 millions de litres en réalisation contre des prévisions de 1 051,9 millions et 1 037,1 millions de litres respectivement pour le gasoil et le super carburant) ;
- **les taxes à l'importation sur les marchandises générales** se sont chiffrées à **885 milliards de FCFA**, avec un écart positif de 47,2 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 837,8 milliards de FCFA. Cette performance s'explique essentiellement par un niveau plus élevé que projeté, des volumes mis à la consommation des biens (10 525 877 tonnes projetées pour une réalisation de 11 484 261 tonnes) ;
- **les impôts sur le revenu des capitaux mobiliers** ont été encaissés à hauteur de **118,3 milliards de FCFA**, avec un écart positif de 10,1 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 108,2 milliards de FCFA. Cette bonne tenue s'explique principalement par un niveau plus important de paiements au titre de l'IRVM par certaines entreprises du secteur de l'extraction minière, des télécommunications, des industries agroalimentaires et des banques.
- **les revenus du gaz** sont ressortis à **71,1 milliards de FCFA** contre une prévision de 64,4 milliards de FCFA, soit un écart positif de 6,7 milliards de FCFA, en rapport avec un niveau de production de gaz plus élevé qu'attendu.
- **la taxe ad valorem sur les extractions minières** a été recouvrée à hauteur de **28,4 milliards de FCFA**, avec un écart positif de 5,6 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 22,8 milliards de FCFA. Cette performance s'explique par l'évolution favorable du cours international de l'or (27,1% de hausse par rapport au niveau moyen noté en 2019) et l'entrée en production de la société des mines de Daapleu.

L'effet des bons résultats susmentionnés a été toutefois atténué par les performances moindres enregistrées dans le recouvrement de certaines taxes. Il s'agit notamment des taxes à l'exportation (-18,9 milliards de FCFA) en lien avec les reports d'une partie des recettes d'exportation sur l'année 2021 à hauteur de 25,7 milliards de FCFA, les revenus du pétrole (-3,4 milliards de FCFA) en rapport avec les niveaux plus faibles que projetés des cours du pétrole (43,4 dollars US le baril en moyenne contre une hypothèse de 57,9 dollars US) et du taux de change du dollar US (549 FCFA en moyenne pour une prévision de 578,6 FCFA), ainsi que les droits d'enregistrement et de timbre (-2,9 milliards de FCFA) en raison d'un prix de référence du cacao plus faible que prévu (1.280,9 FCFA/kg en réalisation contre une prévision de 1.393,1 FCFA/kg).

S'agissant des recettes non fiscales, elles ont été recouvrées à hauteur de **131,7 milliards de FCFA**, enregistrant un écart positif de 35,9 milliards de FCFA par rapport à l'objectif de 95,8 milliards de FCFA, principalement en lien avec la perception de 24 milliards de FCFA de commissions sur transferts hors UEMOA non initialement prévus et d'un niveau plus élevé qu'attendu des paiements au titre des dividendes (+20,1 milliards de FCFA). Ces recettes comprennent 50,6 milliards de FCFA de recettes des services, 40,1 milliards de FCFA de dividendes, 30,7 milliards de FCFA de revenus du domaine et 10,1 milliards de FCFA au titre du Fonds d'Investissement en Milieu Rural.

Quant aux dons, ils ont été mobilisés à hauteur de **189,6 milliards de FCFA** pour une prévision de 277,7 milliards de FCFA. Ils comprennent les dons-projets (101,4 milliards de FCFA contre 173,1 milliards de FCFA prévus), les dons-programmes perçus dans le cadre du C2D (73,8 milliards de FCFA, en ligne avec les prévisions) et les dons de l'Union Européenne (14,4 milliards de FCFA contre 30,8 milliards de FCFA prévus).

Les privatisations et ventes d'actifs ont essentiellement porté sur la cession des parts de l'Etat dans PALMAFRIQUE pour un montant de **1 milliard de FCFA**

Les transferts des entreprises, correspondant aux versements effectués par diverses entreprises en remboursement des prêts qui leur ont été rétrocédés par l'Etat, se sont situés à **13,3 milliards de FCFA**.

Les émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier ont permis de mobiliser **1.716,5 milliards de FCFA**, contre 1.319,8 milliards de FCFA prévus. Ce montant comprend 607,2 milliards de FCFA d'obligations du Trésor émis par adjudication, 545,1 milliards de FCFA de produits d'emprunts obligataires mobilisés par syndication (emprunts TPCI), 405,1 milliards de FCFA de bons du Trésor ainsi que 159,1 milliards de FCFA d'emprunts sur le marché international.

Concernant les ressources extérieures d'emprunts, la comptabilisation budgétaire des tirages s'élève à **1.480,7 milliards de FCFA** contre un objectif de 1.916,1 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 77,3%. Cette réalisation recouvre 906,8 milliards de FCFA d'emprunts-programmes pour une prévision de 1.146,5 milliards de FCFA, ainsi que 573,9 milliards de FCFA d'emprunts-projets contre 769,6 milliards de FCFA prévus.

II- EXECUTION DES DEPENSES

A fin décembre 2020, **les dépenses** ont été globalement exécutées à hauteur de **7.420,3 milliards de FCFA** pour une prévision révisée de 7.261,3 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 102,2%. Ces dépenses se déclinent comme suit.

Les charges financières de la dette publique ont été réglées à hauteur de **746,1 milliards de FCFA** pour une prévision de 760,1 milliards de FCFA. Elles ont porté sur la dette intérieure pour 318,7 milliards de FCFA et la dette extérieure pour 427,4 milliards de FCFA.

Les dépenses de personnel ont été payées à hauteur de **1.828,1 milliards de FCFA** pour une prévision de 1.770,1 milliards de FCFA. Ce niveau d'exécution s'explique essentiellement par la transmission plus accélérée que prévue des dossiers de premier mandatement pour les paiements des nouveaux fonctionnaires, résultant de l'impact de la mise en place au sein du Ministère de la Fonction Publique, d'un nouveau dispositif de traitement des actes administratifs.

Les dépenses d'abonnement ont été exécutées à hauteur de **91,7 milliards de FCFA** contre une prévision de 110,2 milliards de FCFA, en raison notamment du retard observé dans la transmission des factures. Ces dépenses comprennent les règlements au titre des consommations d'électricité (71,5 milliards de FCFA), de téléphone (10,7 milliards de FCFA) et d'eau (9,5 milliards de FCFA).

Les autres achats de biens et services se sont chiffrés à **695,6 milliards de FCFA** contre une prévision de 638,8 milliards de FCFA. Ce niveau d'exécution comprend 46,9 milliards de FCFA au titre des baux police et militaire, 38,1 milliards de FCFA destinés à l'alimentation militaire, ainsi que 16,2 milliards de FCFA pour le carburant armée.

Les transferts (hors dépenses liées à la Covid-19) ont été exécutés à hauteur de **438,3 milliards de FCFA**, pour une prévision de 389,2 milliards de FCFA. Ces transferts portent principalement sur les subventions aux écoles privées (102,9 milliards de FCFA), les bourses, transports et kits scolaires (68,1 milliards de FCFA), les subventions aux EPN (92,3 milliards de FCFA), les subventions de fonctionnement aux collectivités (19,5 milliards de FCFA), la subvention au secteur électricité (21,2 milliards de FCFA) et les autres transferts (134,5 milliards de FCFA).

Les dépenses liées à la gestion de la Covid-19 (hors prêts-projets) se sont situées à **353,4 milliards de FCFA** contre un objectif de 389,2 milliards de FCFA. Elles concernent essentiellement les dépenses exécutées dans le cadre de la mise en œuvre du plan de soutien économique, social et humanitaire (228 milliards de FCFA contre 338,3 milliards de FCFA prévus) et du plan de riposte sanitaire (125,3 milliards de FCFA contre 50,9 milliards de FCFA projetés). Concernant particulièrement le plan de soutien économique, social et humanitaire, le niveau d'exécution porte principalement sur les transferts effectués au Fonds de soutien aux grandes entreprises (30 milliards de FCFA), au Fonds de Soutien aux PME (40 milliards de FCFA), au Fonds de Solidarité et de Soutien Humanitaire (50 milliards de FCFA), au Programme d'Urgence Agricole (45 milliards de FCFA), au Fonds d'appui aux acteurs du secteur informel (20 milliards de FCFA), ainsi qu'aux subventions octroyées aux entreprises publiques ayant subi les effets de la Covid-19 (43 milliards de FCFA).

Concernant les dépenses de sécurité et d'élections, elles se sont établies à **181,7 milliards de FCFA** contre 126,1 milliards de FCFA prévus, en lien avec l'organisation de l'ensemble des élections et un besoin de renforcement supplémentaire du dispositif sécuritaire.

Quant aux **dépenses d'investissement**, elles sont ressorties à **1.905,3 milliards de FCFA** contre une prévision de 1.907,1 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 99,9%. Ces dépenses ont été financées à 64,6% sur les ressources intérieures et 35,4% sur les ressources extérieures.

L'analyse des **taux de consommation des crédits d'investissement** des institutions et ministères fait ressortir que douze (12) d'entre eux présentent des taux d'exécution inférieurs à 75% et quarante (40) d'entre eux affichent des taux d'exécution supérieurs à 75%.

Enfin, **les charges de trésorerie**, qui concernent **le remboursement du capital au titre de la dette publique**, se sont établies à **1.180,2 milliards de FCFA** pour une prévision de 1.170,6 milliards de FCFA. Les paiements effectués comprennent 843,7 milliards de FCFA de remboursements au titre de la dette intérieure et 336,5 milliards de FCFA au titre de la dette extérieure.

Concernant en particulier les **dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales**, elles se sont établies à **2.779,4 milliards de FCFA** à fin décembre 2020, au-dessus de l'objectif plancher de 2.754,9 milliards de FCFA.

Le solde budgétaire à fin décembre 2020 ressort ainsi à **-1.965,9 milliards de FCFA**, pour un niveau plancher de -2.084,4 milliards de FCFA tel que fixé dans le programme économique et financier conclu avec le FMI, principalement en lien avec l'amélioration du solde des caisses de sécurité sociale. Le déficit budgétaire représente ainsi 5,6% du PIB contre un objectif de 5,9%.

CONCLUSION

L'exécution du budget de l'Etat au terme de l'année 2020, marquée par le basculement en mode budget-programmes, a été affectée par la crise sanitaire mondiale liée à la pandémie de la Covid-19.

Elle a néanmoins enregistré, d'une part, un niveau de mobilisation satisfaisant des recettes au regard des objectifs révisés en septembre 2020 dans le cadre du programme économique et financier conclu avec le FMI et, d'autre part, par un bon niveau d'exécution des dépenses, notamment des dépenses d'investissements, en dépit des difficultés enregistrées au niveau du système d'information budgétaire au cours de la gestion.

Telle est l'économie de la présente communication relative à l'exécution budgétaire au terme de l'année 2020, soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

**LE MINISTRE DU BUDGET ET DU
PORTEFEUILLE DE L'ETAT**

Adama COULIBALY

Moussa SANOGO

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE

(Etat de réalisation à fin décembre 2020)

en milliards de FCFA

RESSOURCES	Collectif 2020 (hors comptes spéciaux)	Fin décembre		DEPENSES	Collectif 2020 (hors comptes spéciaux)	Fin décembre	
		Objectif	Réalisation			Objectif	Réalisation
RECETTES ET DEPENSES BUDGETAIRES							
RECETTES FISCALES (y/c FER)	3 625,9	3 617,1	3 772,4	CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE PUBLIQUE	760,1	760,1	746,1
- DGI	1 907,8	1 899,0	1 970,4	Dette intérieure	296,9	296,9	318,7
- TRESOR	10,1	10,1	10,6	Dette extérieure	463,2	463,2	427,3
- DGD (hors PCS, PCC et SGS)	1 708,0	1 708,0	1 791,4	PERSONNEL	1 770,1	1 770,1	1 828,1
RECETTES NON FISCALES (y/c FIMR)	95,7	95,8	131,7	ACHAT DE BIENS ET SERVICES (hors CNS et élections)	637,2	749,0	787,3
Recettes non fiscales Trésor	62,0	62,1	90,7	Abonnement	110,2	110,2	91,7
Revenus du domaine DGI	26,0	26,0	30,7	Autres achats de biens et services	527,0	638,8	695,6
Bonus de signature secteur pétrolier	0,0	0,0	0,1	TRANSFERTS (hors CNS et élections)	500,8	389,2	438,3
Licences de télécommunication	0,0	0,0	10,1	Subvention au secteur électricité	14,0	14,4	21,2
Fonds d'investissement en milieu rural	7,7	7,7	10,1	Autres transferts	486,8	374,8	417,2
DONS	275,0	277,7	189,6	DEPENSES LIEES A LA GESTION DU COVID	389,2	389,2	353,4
Dons programmes	107,9	104,6	88,2	Plan de soutien de l'économie / Coronavirus	323,5	338,3	228,0
AFD (C2D)	73,8	73,8	73,8	Plan de riposte contre le Coronavirus	50,9	50,9	125,3
GVT Espagnol (PCD)	0,0	0,0	0,0	Autres dépenses de lutte contre la Covid-19	14,8		
UE	17,7	30,8	14,4	DEPENSES DE SECURITE (CNS) ET D'ELECTIONS	126,1	126,1	181,7
BEI	16,4			sur financement intérieur	126,1	126,1	181,7
Dons projets	163,5	173,1	101,4	dont investissement			
Autres dons	3,6			sur financement extérieur			
				INVESTISSEMENT	2 522,0	1 907,1	1 905,3
				- Trésor (y/c FIMR et FER)	1 198,2	964,5	1 230,0
				Projets C2D et PCD	198,0	187,2	198,0
				Investissement FIMR	7,7	7,7	10,1
				Fonds d'Entretien Routier	124,9	144,7	128,3
				Autres investissements	867,6	624,9	893,6
				- Financement extérieur des projets	1 323,8	942,6	675,3
				Emprunts-projets	1 160,3	769,6	573,9
				Dons-projets	163,5	173,1	101,4
TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES	3 996,6	3 990,6	4 093,7	TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES	6 705,5	6 090,7	6 240,1
RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE							
Privatisation et ventes d'actifs	1,0	1,0	1,0	Amortissement de la dette publique	1 170,5	1 170,6	1 180,2
Transfert des entreprises/dette rétrocédée	10,0	0,5	13,3	Dette intérieure	842,7	842,7	843,7
Integration de ressources C2D	124,2			Dette extérieure	327,8	327,8	336,5
Emprunts sur marchés monétaire et financier	1 246,6	1 319,8	1 716,5				
Emprunts obligataires		476,5	607,2				
Bons et obligations du Trésor		693,3	950,2				
Eurobonds		150,0	159,1				
Emprunts programmes	1 337,3	1 146,5	906,8				
FMI	688,4	688,5	686,2				
Banque Mondiale	337,2	340,5	118,7				
Banque Africaine de Développement	150,2	49,2	49,2				
AFD (Autre appui budgétaire)	29,8	0,0	4,6				
Allemagne	26,1	26,1	26,1				
BOAD	15,0	15,0	22,0				
Autres emprunts-programmes	90,6	27,2					
Emprunts-projets	1 160,3	769,6	573,9				
TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE	3 879,4	3 237,4	3 211,4	TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE	1 170,5	1 170,6	1 180,2
TOTAL GENERAL	7 876,0	7 228,0	7 305,2	TOTAL GENERAL	7 876,0	7 261,3	7 420,3

ANNEXE 2

EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (Etat de réalisation à fin décembre 2020)

En milliards de FCFA

LIBELLES	FIN DECEMBRE		
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	3 617,1	3 772,4	155,3
<u>DGI</u>	<u>1 899,0</u>	<u>1 970,4</u>	71,4
Impôts directs	1 022,0	1 100,7	78,8
BIC pétrole et gaz	63,1	65,4	2,3
- BIC pétrole	18,0	15,6	-2,4
- BIC gaz	45,1	49,7	4,7
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	958,9	1 035,4	76,5
- BIC hors pétrole	305,5	372,1	66,6
- Impôt synthétique et AIRSI	21,3	20,4	-0,9
- Impôts sur revenus et salaires	523,9	524,5	0,6
- Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	108,2	118,3	10,1
Impôts indirects	877,0	869,7	-7,3
TVA (hors part secteur électricité)	458,4	437,9	-20,5
TOB	77,3	76,9	-0,4
Taxes sur boissons et tabacs	51,7	57,2	5,5
Droits d'enregistrement et de timbre	136,9	134,0	-2,9
<i>dont enregistrement café cacao</i>	42,8	37,7	-5,1
Patentes et Licences	29,3	30,8	1,5
Taxes d'exploitation pétrolière	7,7	6,7	-1,0
Taxe d'exploitation du gaz	19,3	21,3	2,0
Taxes sur les télécommunications	50,9	53,0	-2,5
Taxes spéciales sur les consommations téléphoniques	20,7	21,7	1,0
Taxe ad valorem	22,8	28,4	5,6
Accises et autres taxes indirectes	2,2	1,9	-0,3
<i>dont Taxe pr le dev touristique</i>	0,8	0,4	-0,3
<u>TRESOR</u>	<u>10,1</u>	<u>10,6</u>	<u>0,5</u>
Impôts directs	8,9	8,8	-0,1
Impôts sur revenus et salaires	8,9	8,8	-0,1
Impôts indirects	1,2	1,8	0,6
Timbres et vignettes	1,2	1,8	0,6
<u>DGD</u> (hors PCC, PCS et SGS)	<u>1 708,0</u>	<u>1 791,4</u>	<u>83,4</u>
Droits et taxes à l'importation	1 301,8	1 404,1	102,3
Taxes sur produits pétroliers	464,0	519,1	55,1
Taxes hors produits pétroliers (hors SGS, PCS et PCC)	837,8	885,0	47,2
Taxes à l'exportation	406,2	387,3	-18,9

ANNEXE 3 : Situation de la capacité d'absorption des dépenses d'investissement de Institutions et Ministères (hors dépenses "sécurité et élections)

(en FCFA)

Institutions et Ministères	Dotation 2020	Exécution	Taux d'exécution
Ministère des Affaires Maritimes	17 249 000 000	1 249 001 176	7,2%
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	9 494 389 204	2 989 663 570	31,5%
Ministère de la Femme, de la Famille et de l' Enfant	4 249 205 070	1 506 505 070	35,5%
Ministère de l'Assainissement et la Salubrité	55 623 000 000	25 530 957 000	45,9%
Ministère de l'Hydraulique	101 180 000 000	49 195 000 000	48,6%
Secrétariat d'Etat au Renforcement des Capacités	700 932 185	374 932 185	53,5%
Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat	265 810 000 000	147 129 183 338	55,4%
Ministère de la Défense	80 382 000 000	44 877 000 000	55,8%
Ministère des Sports	91 912 000 000	51 317 000 000	55,8%
Ministère des Affaires Etrangères	3 028 073 690	1 924 559 154	63,6%
Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables	225 000 000 000	161 830 000 000	71,9%
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	253 500 000 000	189 185 957 000	74,6%
Ministère de la Promotion de la Riziculture	158 305 096	119 457 655	75,5%
Ministère de l'Economie et des Finances	27 096 000 000	21 240 855 600	78,4%
Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier	544 670 000 000	440 935 673 582	81,0%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	107 360 000 000	88 035 200 000	82,0%
Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation	56 455 000 000	46 883 700 780	83,0%
Ministère des Mines et de la Géologie	211 178 411	180 178 411	85,3%
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	13 364 000 000	11 629 300 000	87,0%
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	57 653 000 000	50 947 000 000	88,4%
Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	80 981 000 000	73 235 114 517	90,4%
Ministère de l'Economie Numérique et de la Poste	12 640 000 000	11 868 960 000	93,9%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, chargé de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	23 004 000 000	21 820 000 000	94,9%
Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	157 803 805	150 034 317	95,1%
Ministère des Eaux et Forêts	8 471 313 239	8 176 615 441	96,5%
Ministère du Tourisme et des Loisirs	139 151 514	135 966 024	97,7%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes	31 807 000 000	31 804 000 000	100,0%
Représentation Nationale	380 704 924	380 704 924	100,0%
Présidence de la République	34 050 000 000	34 050 000 000	100,0%
Primature et Services Rattachés	33 103 000 000	33 103 000 000	100,0%
Commission Electorale Indépendante	150 000 000	150 000 000	100,0%
Cour Suprême	158 600 000	158 600 000	100,0%
Cour de cassation	249 404 418	249 404 418	100,0%
Cour des Comptes	466 169 295	466 169 295	100,0%
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	26 775 000 000	26 775 000 000	100,0%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	20 548 000 000	20 548 000 000	100,0%
Ministère du Plan et du Développement	22 415 000 000	22 415 000 000	100,0%
Ministère de la Communication et des Médias	12 654 000 000	12 654 000 000	100,0%
Ministère de la Fonction Publique	491 889 177	491 889 177	100,0%
Ministère des Transports	29 346 000 000	29 346 000 000	100,0%
Ministère de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public	1 024 994 906	1 024 994 906	100,0%
Ministère de la Culture et de la Francophonie	556 606 801	556 606 801	100,0%
Ministère du Commerce et de l'Industrie	1 801 247 974	1 801 247 974	100,0%
Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	15 137 000 000	15 137 000 000	100,0%
Ministère de l'Artisanat	1 126 881 603	1 126 881 603	100,0%
Ministère de la Promotion de l'Investissement Privé	5 233 084 647	5 233 084 647	100,0%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	12 072 000 000	12 072 000 000	100,0%
Ministère de la Promotion des PME	292 414 818	292 414 818	100,0%
Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte Contre la Pauvreté	44 297 000 000	44 297 000 000	100,0%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, chargée de l'Autonomisation des Femmes	38 844 123	38 844 123	100,0%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, chargé du Logement Social	20 132 000 000	20 132 000 000	100,0%
Secrétariat d'Etat chargé du Service Civique	117 926 201	117 926 201	100,0%
S/TOTAL	2 354 914 121 101	1 766 889 583 707	75,0%
Comptes Spéciaux	138 402 000 000	138 402 000 000	100,0%
TOTAL	2 493 316 121 101	1 905 291 583 707	76,4%

Source : SIB/DGBF

ANNEXE 4 : Situation d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin décembre 2020

(en FCFA)

DOMAINES	2019	2020		
	Réalisation	Objectif annuel	Objectif décembre	Exécution à fin Décembre
01 Agriculture et développement rural	109 402 006 864	135 026 151 602	135 026 151 602	85 958 527 267
01.0 Administration générale	51 963 860 554	78 176 186 166	78 176 186 166	30 691 000 000
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	7 057 337 170	14 952 937 337	14 952 937 337	11 081 000 000
01.2 Formation et encadrement	38 300 036 691	32 977 701 501	32 977 701 501	32 927 000 000
01.3 Aménagement hydro-agricole	1 111 772 449	1 252 326 598	1 252 326 598	1 148 527 267
01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAR, FIMR)	10 969 000 000	7 667 000 000	7 667 000 000	10 111 000 000
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	13 111 795 193	19 246 198 167	19 246 198 167	12 606 147 813
02.0 Administration générale / formation et encadrement	8 384 959 976	8 357 705 519	8 357 705 519	8 191 451 974
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	1 836 509 377	1 442 302 190	1 442 302 190	1 940 221 226
02.2 Pêche et aquaculture	2 890 325 840	9 446 190 458	9 446 190 458	2 474 474 613
03 Education	1 262 806 970 427	1 342 712 135 525	1 342 712 135 525	1 358 280 094 288
03.0 Administration générale	34 300 242 261	54 184 198 006	54 184 198 006	60 272 491 568
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	530 611 025 755	567 542 615 890	567 542 615 890	598 940 000 000
03.2 Alphabétisation	451 952 719	441 080 032	441 080 032	355 423 743
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	450 336 668 683	478 455 911 177	478 455 911 177	447 890 000 000
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	247 107 081 009	242 088 330 420	242 088 330 420	250 822 178 977
04 Santé	387 376 239 456	446 236 000 000	446 236 000 000	432 083 656 138
04.00 Administration générale santé	194 984 053 055	214 547 220 829	214 547 220 829	206 443 468 885
04.01 Système de santé primaire	87 034 000 000	60 679 337 067	60 679 337 067	79 143 563 181
04.02 Soins de santé préventive (programme élargi de vaccination)	5 099 754 035	15 570 300 000	15 570 300 000	7 068 624 072
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	34 170 234 054	47 470 599 966	47 470 599 966	46 862 000 000
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	587 046 181	33 531 307 788	33 531 307 788	21 002 000 000
04.05 VIH/SIDA	19 218 647 428	24 721 428 427	24 721 428 427	17 642 000 000
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	46 282 504 703	49 715 805 923	49 715 805 923	53 922 000 000
05 Eau et Assainissement	52 230 448 072	108 317 991 977	108 317 991	103 487 966 533
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	39 223 562 983	56 601 342 461	56 601 342 461	54 898 966 533
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	13 006 885 089	51 716 649 516	51 716 649 516	48 589 000 000
06 Energie	210 912 378 854	143 443 545 597	143 443 545 597	142 114 500 000
06.1 Accès à l'électricité	210 912 378 854	143 443 545 597	143 443 545 597	142 114 500 000
07 Routes et ouvrages d'art	393 749 880 396	396 001 405 061	396 001 405 061	399 494 403 994
07.1 Entretien pistes rurales	26 721 609 041	2 745 047 752	2 745 047 752	1 966 395 752
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	29 808 346 363	1 500 000 000	1 500 000 000	108 548 008 242
07.3 Autres travaux routiers	337 219 924 992	391 756 357 309	391 756 357 309	288 980 000 000
08 Affaires Sociales	40 492 168 516	46 724 229 220	46 724 229 220	100 919 946 298
08.0 Administration générale	32 386 117 753	19 694 481 791	19 694 481 791	25 739 000 000
08.1 Formations destinées aux femmes	1 296 525 468	1 342 334 370	1 342 334 370	429 170 919
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	3 776 911 773	1 737 216 911	1 737 216 911	2 312 877 598
08.3 Formation au personnel d'appui	1 440 594 273	2 128 224 270	2 128 224 270	1 408 897 781
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	1 592 019 249	21 821 971 878	21 821 971 878	71 030 000 000
09 Décentralisation	67 066 000 000	81 207 613 906	81 207 613 906	69 644 000 000
09.1 Décentralisation	67 066 000 000	81 207 613 906	81 207 613 906	69 644 000 000
10 Reconstructions et réhabilitations	2 158 768 221	18 740 309 873	18 740 309 873	19 456 753 092
10.1 Reconstruction et réhabilitation		1 016 480 000	1 016 480 000	706 753 092
10.2 Habitat et logement sociaux	2 158 768 221	17 723 829 873	17 723 829 873	18 750 000 000
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	11 271 710 744	17 256 788 801	17 256 788 801	55 356 362 933
11.1 Promotion et insertion des jeunes	10 175 845 287	15 242 297 266	15 242 297 266	32 653 000 000
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	1 095 865 457	1 191 913 848	1 191 913 848	22 703 362 933
TOTAL	2 550 578 366 744	2 754 912 369 729	2 754 912 369 729	2 779 402 358 356

Source : SIB/DGBF